

Les investissements étrangers et leur évolution

Malgré les étapes franchies, les résultats restent encore en deçà des besoins du pays

[Yisel Martinez Garcia](#)

Les investissements étrangers à Cuba constituent un élément actif et essentiel pour le développement et la croissance économique du pays. Toutefois, il faut un certain temps pour parvenir à une stabilité à cet égard. Il s'agit d'un processus graduel et, bien que chaque année soit ponctuée de réalisations concrètes, il reste un défi à relever d'ici 2018.

Avec l'adoption de la Loi sur les investissements étrangers, en 2014, un processus de changements a été lancé, qui, avec les Orientations de la politique économique et sociale, a permis de créer un scénario économique plus conforme aux besoins du pays et au panorama de la région.

À cette époque, les estimations macroéconomiques indiquaient qu'il fallait environ 2 milliards de dollars par an de capitaux étrangers pour accompagner les efforts du pays, atteindre les objectifs fixés et parvenir à un développement à moyen et long termes.

Jusqu'en novembre 2016, Cuba avait pu attirer des engagements de capitaux étrangers pour un montant d'environ 1,3 milliard de dollars. Toutefois, selon Déborah Rivas Saavedra, directrice générale pour les Investissements étrangers du ministère du Commerce extérieur et des Investissements étrangers (Mincex), cette première étape, n'a pas donné tous les résultats escomptés en matière de croissance, estimés entre 5 et 7% du Produit Intérieur Brut (PIB).

En 2017, à l'occasion de la Foire de La Havane, le ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, Rodrigo Malmierca Diaz, a

annoncé que le pays avait réussi à engager des capitaux pour un montant d'environ 2,3 milliards de dollars. Ce chiffre se traduit aujourd'hui par la présence d'entreprises déjà bien implantées dans le pays, des études de faisabilité, ainsi que des calendriers d'investissements pour déboursier ces fonds.

Selon Rivas Saavedra, ce scénario constitue un pas en avant important, puisque Cuba commence à s'insérer dans l'environnement envisagé, conformément aux prévisions.

La directrice générale pour les Investissements étrangers du Mincex a précisé que ce premier montant de capital est destiné aux secteurs du tourisme, de l'énergie (essentiellement les énergies renouvelables), de la construction, de la logistique, des mines et certaines entreprises agroforestières. En ce sens, l'un des objectifs atteints a trait à la multiplicité des investisseurs, un élément complémentaire de la stratégie de ne pas établir de relation de dépendance à l'égard d'un seul pays ou marché, mais plutôt de diversifier l'origine des capitaux étrangers.

Le trajet parcouru est actuellement matérialisé dans la Zone spéciale de développement de Mariel (ZSDM), ainsi que dans deux secteurs de l'économie : le tourisme et les énergies.

ZONE SPÉCIALE DE DÉVELOPPEMENT DE MARIEL



Quinze pays sont déjà présents dans la Zone spéciale de développement de Mariel (ZSDM) en plus de Cuba. Ce site représente aujourd'hui le plus ambitieux projet du pays en ce qui concerne les investissements

étrangers et, après quatre années de travail, ce site compte actuellement 34 projets d'entreprise approuvés et continue de développer ses infrastructures.

Par ailleurs, la directrice générale de la Zone spéciale, Ana Teresa Igarza Martinez, a annoncé à la presse que pour cette année 2018, les impératifs de la ZSDM sont de déplacer le nombre des dix utilisateurs opérant aujourd'hui sur ce site (10 sur 34), pour s'assurer que ces investissements dans l'exécution puissent couronner leurs efforts constructifs, leur permettent démarrer leur production et d'engranger des bénéfices, à l'instar des autres entreprises présentes, et que celles-ci puissent à leur tour réinvestir.

TOURISME



Le tourisme est aujourd'hui l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie cubaine. Sa présence au sein de la ZSDM, avec la première entreprise mixte de promotion immobilière, a permis de redéfinir de nouveaux investissements dans la zone susceptibles de contribuer au développement du secteur.

L'exécution des Plans de développement à l'horizon 2030 constituent des enjeux du secteur du tourisme avec la contribution de capitaux nationaux et étrangers.

Un programme est en cours pour intensifier les investissements dans l'ensemble du pays.

« Il est question, notamment, de villes patrimoniales et de nombreux autres secteurs et pôles susceptibles d'être développés et qui demandent des investissements », a expliqué José Reinaldo Daniel Alonso, directeur général du Développement du ministère du Tourisme (Mintur) à la télévision cubaine.

Les contrats de gestion hôtelière, la création de joint-ventures, notamment pour le développement immobilier et la croissance des activités de loisirs sont les trois modalités où ce secteur a réussi à attirer davantage de capitaux.

La plus forte croissance, selon le directeur du Mintur, est constatée dans les contrats de gestion hôtelière. Il existe actuellement 20 sociétés de 10 pays opérant dans le pays, y compris des entités de hauts standards comme Kempinski et Banyan Tree, du Sud-Est asiatique.

A la fin du mois de janvier 2018, quelque 90 contrats et 118 hôtels ont été approuvés sous gestion, représentant 65% des chambres d'hôtel du pays. Les investissements de cette année comprennent la construction de deux nouveaux hôtels à Trinidad et la restauration de deux autres dans le pays qui amélioreront le confort de ces installations. L'une des exigences du secteur concerne le développement des activités de loisirs, qui comportera la création de marinas, de parcs à thèmes et d'autres attractions appelées à compléter l'offre hôtelière.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET PÉTROLE



La Politique pour le développement des énergies renouvelables à Cuba, adoptée en 2014, a pour objectif de transformer la structure des sources d'énergie renouvelables, de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et d'accroître la durabilité environnementale.

« Dans ce domaine, les d'investissements sont orientés vers la production de biomasse de canne à sucre, notamment pour la construction d'unités bioélectriques dans 25 sucreries », a expliqué Javier Ruben Cid Carbonell, vice-ministre de l'Énergie et des Mines (Minem). Ce projet est actuellement exécuté par une entreprise mixte et une autre à 100% de capital étranger, a-t-il déclaré à la presse.

Il en va de même pour le pétrole, un secteur dans lequel il devient de plus en plus difficile de trouver des investisseurs en raison des faibles cours de ce carburant sur le marché. Toutefois, en 2017, des progrès ont été réalisés sur deux projets visant à l'augmentation de la production, l'un à Varadero et l'autre dans la Zone spéciale de développement de Mariel.

Les négociations avec les entreprises mixtes ont également progressé l'année dernière, l'une pour la commercialisation du gaz liquéfié dans le centre du pays, et l'autre pour le stockage des combustibles à Matanzas.

Un projet est également en cours d'exécution pour la levée, le traitement et l'interprétation de 25 000 kilomètres de lignes sismiques à haute résolution, une première dans l'histoire de l'industrie pétrolière cubaine. Ce programme servira de référence pour d'éventuels projets d'exploration à Cuba, a expliqué le vice-ministre.

De même, d'autres projets liés à l'énergie et à la fabrication de panneaux et de systèmes de chauffage solaire, la mise à profit de l'énergie éolienne, la construction de tours et autres éléments essentiels pour une économie durable font l'objet d'un accompagnement accru.

Dans ce secteur en particulier, des projets liés à l'utilisation du plomb et du zinc sont en cours de réalisation. À l'heure actuelle, 9 000 tonnes de concentré de ces produits sont exportées, une activité qui apporte une contribution non négligeable à notre économie.

Les facteurs d'attractivité des investissements étrangers

En tant qu'organisme recteur de la politique nationale en la matière, le ministère du Commerce extérieur et des Investissements étrangers est aujourd'hui le principal responsable de veiller à ce que tous les projets soient rapidement efficacement négociés et approuvés.

À ce sujet, Déborah Rivas Saavedra a révélé qu'à ce jour de nombreuses insuffisances persistent dans ce domaine. Parmi ces lacunes, elle a mentionné les retards inutiles dans les différentes procédures de négociation et les études de faisabilité, le manque de préparation en matière, par exemple, de Droit commercial, de Droit international privé, ainsi que dans l'évaluation des coûts et de la technologie et autres.

Dans le même ordre d'idées, elle a également fait part de l'existence d'un ensemble de procédures et d'autorisations qui ne sont pas réalisées de manière intégrale et organique, et qui pourtant sont essentiels pour placer les enchaînements productifs au centre des efforts et atteindre le développement harmonieux dont le pays a besoin à moyen et long termes.

« Même s'il a été possible de sensibiliser et d'informer les responsables de nos entreprises sur l'importance de la prospection de capitaux étrangers pour atteindre les objectifs fixés en termes de croissance et de développement, ce que perçoit le pays en termes d'attraction de capitaux reste insuffisant », a souligné Rivas Saavedra.

Le pays exige chaque année beaucoup de capitaux pour assurer la croissance du Produit intérieur brut et ambitionner un développement plus marqué. Bien qu'aujourd'hui Cuba accueille des investissements étrangers, ce premier pas reste encore en deçà des besoins.

La concrétisation d'investissements réels pour l'économie du pays et la stabilisation de ce secteur constituent un exercice graduel, mais les difficultés actuelles ne doivent pas nous faire oublier qu'il s'agit d'un impératif.